

## **Commune de Saint Paul Cap de Joux**

### **COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL**

#### **SEANCE DU 15 DECEMBRE 2016**

**L'an deux mille seize, le quinze décembre, à vingt heures trente**, le Conseil Municipal de la Commune de Saint Paul Cap de Joux, convoqué le **7 décembre 2016**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, à la Mairie de Saint Paul Cap de Joux, sous la Présidence de Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE, Maire.

Présents : Bernard BARDOU, Michel BELAVAL, Corinne BOUTIÉ, Noël FERRAN, Danielle LANDEZ, Jean-Philippe MOULY, Nelly PINEL, Carole PUYELO, Sophie SENCE, Annie VALERO, Laurent VANDENDRIESSCHE, Éric VERNHÈRES, Philippe VIALA, Thierry VIALARD.

Absents excusés : Marie-Françoise DURIS.

Secrétaire de séance : Michel BELAVAL.

#### **ORDRE DU JOUR**

1. Extension du cabinet médical : choix de l'architecte – choix du bureau d'études géotechniques – choix des entreprises
2. Présentation de la proposition d'aménagement des bureaux de la gendarmerie
3. Transfert de la compétence « Eclairage public » au SDET
4. Versement d'une subvention complémentaire à l'Ecole de Foot du Pays d'Agout
5. Dissolution du SEGI (Syndicat d'études et de gestion informatique)
6. Convention opération « Ecole et Cinéma »
7. Création d'un Contrat d'accompagnement dans l'emploi
8. Ecole numérique – Demande de subvention DETR et réserve parlementaire
9. Renouvellement des conventions de mise à disposition de services avec la CCLPA : service voirie et compétences non transférées
10. Décisions modificatives
11. Questions diverses

*M. le Maire propose l'approbation du compte-rendu de la séance du 3 novembre 2016.*

*Le compte-rendu de la séance du 3 novembre 2016 est adopté à l'unanimité des membres présents.*

*M. le maire rend hommage à M. Robert Clarenc, ancien Maire de Vielmur, Président du SIAEP Vielmur-St Paul et Président de la CCLPA, décédé le 9 décembre 2016. Le conseil municipal, debout, a observé une minute de silence.*

#### **1) Extension du cabinet médical – Approbation de la convention tripartite (2016/56) – Annexe 1**

M. le Maire informe que la signature de l'acte en la forme administrative relatif à l'acquisition de la gendarmerie interviendra le 23/12/2016 et rappelle qu'un deuxième médecin, le Dr Dumas, souhaite s'associer au Dr Maisonneuve au printemps prochain. Pour permettre son installation, il est nécessaire d'envisager une extension du cabinet médical mis à disposition du Dr Maisonneuve de 40 m<sup>2</sup> environ.

M. le Maire rappelle les termes de la convention avec le Dr Maisonneuve validée par délibération du 13 avril 2016, notamment la mise à disposition gratuite du cabinet médical pendant 5 ans.

Cette nouvelle donnée change l'économie de ce projet et nécessite de revoir cette convention, notamment sur la durée de gratuité qui pourrait être réduite à 30 mois.

M. le Maire précise que les deux médecins souhaiteraient utiliser la technique du crédit-bail immobilier. Le crédit-bail est une opération par laquelle un organisme « crédit-bailleur » donne en location pour une longue durée (7 à 20 ans) un bâtiment à un « crédit-preneur ». Ce dernier aura la possibilité de devenir propriétaire du bien à l'expiration du contrat de crédit-bail pour un prix fixé à l'avance, dans le cadre d'une promesse de vente.

Dans l'attente de l'obtention d'éléments complémentaires et nécessaires à la signature du crédit-bail, M. le Maire présente le projet de convention qu'il propose de valider.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Donne un avis favorable à l'extension du cabinet médical ;
- Approuve la convention ci-annexée dans l'attente de la signature du crédit-bail ;
- autorise Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

## **2) Extension du cabinet médical – Choix de l'architecte et du bureau d'études pour l'étude géotechnique du terrain (2016/57)**

M. le Maire rappelle qu'il est nécessaire de réaliser une extension d'environ 40 m<sup>2</sup> du cabinet médical pour accueillir le deuxième médecin.

Pour déposer le permis de construire il est nécessaire de faire appel à un architecte et un bureau d'études géotechniques.

M. le Maire présente le résultat de la consultation et propose de valider les meilleures offres, à savoir :

- Architecte, mission de base  
IF ARCHITECTURE - 10 Grand' Rue – 81500 LAVAU 4 500 € HT
- Etude géotechnique de conception (G2-AVP)  
GFC – 10 rue de la Plaine – 31590 VERFEIL 750 € HT

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ACCEPTE les propositions de GFC et IF ARCHITECTURE comme présentées ci-dessus ;
- AUTORISE M. le Maire à signer le permis de construire et toutes pièces nécessaires à l'exécution de cette décision.

## **3) Extension du cabinet médical – Délégation au Maire de la compétence MAPA pour cette opération (2016/58)**

M. le Maire expose que l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales donne au Conseil municipal la possibilité de lui déléguer certaines attributions de cette assemblée, notamment :

- De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

M. le Maire indique que dans le cadre du projet d'extension du cabinet médical, cette délégation permettrait de faciliter et d'accélérer l'ensemble des démarches.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

DECIDE :

Article 1 : M. le Maire est chargé, par délégation du Conseil municipal prise en application de l'article L 2122-22, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales, de « prendre toute décision

concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget » :

- pour le projet d'extension du cabinet médical exclusivement,
- dans la limite d'une enveloppe budgétaire fixée à 60 000 € HT ;

Article 2 : Les décisions prises en application de la présente délégation pourront être signées par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du maire dans les conditions fixées à l'article L 2122-18 du code général des collectivités territoriales.

#### **4) Proposition d'acquisition des anciens bureaux de la gendarmerie (2016/59) – Annexe 2**

M. le Maire présente la proposition de M. et Mme Jérémie et Karen Planès, concernant l'acquisition des anciens bureaux de la gendarmerie et d'une partie du jardin situés Place du Foirail, au prix de 70 000 €.

Leur projet est de réhabiliter l'immeuble en 4 appartements T3 en vue de la location.

Cette offre est faite sous les conditions suspensives suivantes :

- Modification du cadastre conformément au plan joint
- Obtention d'un prêt immobilier

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Accepte le principe de céder à M. et Mme Jérémie et Karen Planès l'immeuble abritant les anciens bureaux de la gendarmerie et une partie du jardin sis Place du Foirail, au prix de 70 000 €,
- Charge M. le Maire de procéder au bornage des parcelles concernées (A 970 – A 399) selon les plans ci-annexés ;
- Autorise M. le Maire de signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette décision.

#### **5) Transfert de la compétence « éclairage public » au SDET (2016/60)**

- Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu l'arrêté inter préfectoral en date du 3 octobre 2016 portant modification des statuts du Syndicat Départemental d'Energies du Tarn (SDET),
- Vu les statuts du SDET, notamment ses articles 4-2-4 et 6,
- Vu les conditions techniques et administratives du transfert de la compétence en matière d'éclairage public,
- Vu le règlement d'intervention du SDET fixant les règles de participation des communes membres et indiquant que celles-ci peuvent être révisées par délibération du Comité Syndical du SDET,
- Considérant que le transfert des compétences facultatives requiert une délibération de la commune en application de l'article 6 des statuts,
- Considérant que l'article 4-2-4 des statuts permet au SDET « D'exercer en lieu et place des personnes publiques membres, sur leur demande, la compétence éclairage public.
- Considérant qu'en application des dispositions de l'article L 1321-9 du CGCT, les personnes publiques peuvent choisir :
  - De transférer la totalité de la compétence (option 1),
  - De conserver la partie de la compétence relative aux travaux de maintenance sur le réseau d'éclairage public. Dans ce cas, l'intervention du Syndicat se fait dans le respect des choix urbanistiques et d'aménagement de l'adhérent (option 2).
- Considérant l'article 5721-6-1 du CGCT qui stipule que dans le cadre d'un transfert de compétence, les installations d'éclairage restent la propriété de la collectivité et sont mises, à titre gratuit, à la disposition du Syndicat pour lui permettre d'exercer la compétence transférée

- Considérant que les communes gèrent et assument directement la fourniture d'électricité relative à l'éclairage public,

Monsieur le Maire demande, au vu des éléments qui précèdent, aux membres du Conseil Municipal de se prononcer sur le transfert de ladite compétence en matière d'éclairage public ainsi que sur les options proposées.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Prend acte et valide les conditions techniques, administratives et le règlement d'intervention du transfert de la compétence en matière d'éclairage public, contenues dans le document présenté,
- Décide de transférer au SDET, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, la compétence « éclairage public » selon l'option 2, conformément à l'article 4-2-4 des statuts du SDET,
- Décide d'inscrire annuellement les dépenses correspondantes au budget municipal.

**6) Versement d'une subvention complémentaire à l'Ecole de Football du Pays d'Agout (2016/61)**

M. le Maire expose que l'Ecole de Football du Pays d'Agout a remplacé un jeu de filets sur le terrain de Saint Paul Cap de Joux, sans en informer la Mairie. Le coût de cet achat s'élève à 209.96 € TTC.

M. le Maire rappelle que l'entretien des installations sportives relève de la Commune ; il propose donc de verser une subvention complémentaire à cette association de 210 €.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Accepte la proposition de M. le Maire,
- Attribue une subvention complémentaire de 210 € à l'Ecole de Football du Pays d'Agout,
- Charge M. le Maire de signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette décision.

**7) Dissolution du Syndicat d'Etudes et de Gestion Informatique (SEGI) (2016/62) – Annexe 3**

M. le Maire fait part du courrier de la Préfecture relatif à la dissolution du SEGI. Les modalités de liquidation n'ayant pu être validées d'un point de vue comptable, la procédure de dissolution n'a pu arriver à son terme.

M. le Maire présente les nouvelles modalités de répartition de l'actif et du passif et propose de les valider.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Confirme sa volonté de dissoudre le SEGI conformément aux modalités de liquidation ci-annexées,
- Autorise M. le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

**8) Convention fixant la contribution annuelle – Opération « Ecole et Cinéma » (2016/63) – Annexe 4**

M. le Maire informe de la mise en place d'une contribution financière municipale annuelle relative à la gestion et l'organisation de l'opération « Ecole et Cinéma » conduite depuis 1994 au profit des écoles du Département.

Cet engagement de la Commune se traduit par le versement à Média-Tarn d'une contribution de 1.50 €/élève/an, établie sur la base du nombre d'élèves inscrits à l'opération « Ecole et Cinéma » par l'équipe éducative de l'école de la Commune.

M. le Maire présente le projet de convention et propose de le valider.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Accepte les termes de la convention fixant la contribution financière municipale annuelle – Opération « Ecole et Cinéma »,
- Autorise M. le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

**9) Création d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi (C.A.E.) (2016/64)**

M. le Maire informe que divers chantiers sur les espaces verts sont envisagés ; il propose de créer un contrat d'accompagnement dans l'emploi pour renforcer l'équipe technique et l'aider à la réalisation de ces différents travaux.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Décide de souscrire un contrat d'accompagnement dans l'emploi à compter du 1<sup>er</sup> février 2017 ;
- Précise que ce contrat sera d'une durée d'un an renouvelable expressément,
- Indique que la durée du travail est fixée à 20 heures hebdomadaire et que la rémunération sera fixée sur la base du SMIC horaire ;
- Autorise Monsieur le Maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires avec Pôle Emploi et les services de l'Etat pour ce recrutement ;
- Précise que la collectivité bénéficiera d'aides dans les conditions arrêtées dans la convention conclue avec l'Etat, ainsi que de l'exonération des cotisations dues au titre des assurances sociales familiales, dans la limite du SMIC.

*M. le Maire précise que ce recrutement permettra de pallier au départ à la retraite de M. Gérard Pinel.*

**10) Ecole numérique – Acquisition de matériel numérique – Demande de subvention DETR et réserve parlementaire auprès des sénateurs du Tarn (2016/65)**

Dans le cadre de l'accompagnement sur l'école numérique, une convention signée par l'Association des Maires du Tarn avec la société EQUASYS concernant les tableaux interactifs et rétroprojecteur permet l'acquisition à des tarifs négociés et service en plus.

M. le Maire présente le devis de la société EQUASYS pour équiper l'ensemble des classes de TBI (tableaux blancs interactifs), de vidéoprojecteurs et de PC portable qui s'élève à 15 850 € HT, soit 19 020 € TTC.

M. le Maire informe que ce projet est éligible à la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR).

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Accepte la proposition de la société EQUASYS d'un montant de 15 850 € HT pour l'acquisition de matériel numérique pour les classes du groupe scolaire ;
- Sollicite une subvention au titre de la DETR 2017 de 40 % ;
- Sollicite une subvention au titre de la réserve parlementaire des sénateurs du Tarn de 30 % ;
- Autorise M. le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

**11) Renouvellement de la convention de mise à disposition de services hors transfert de compétences conclue entre la CCLPA et les communes membres (2016/66)**

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que la convention de mise à disposition de services conclue entre la CCLPA et les communes membres et ce conformément à l'article L 5211-4-2 du CGCT qui s'effectue dans le cadre de compétences non transférées (service espaces verts, service technique polyvalent), arrive à échéance au 31 décembre 2016.

Monsieur le Maire rappelle l'article 2 de ladite convention qui précise que « la présente convention est prévue pour une durée de 3 ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2016 inclus. Elle pourra être renouvelée par reconduction expresse ».

Pour cela, Monsieur le Maire propose d'approuver le renouvellement de la convention de mise à disposition de services hors transfert de compétences entre la CCLPA et les communes membres pour 3 ans soit du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2019.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- approuve le renouvellement de la convention de mise à disposition de services hors transfert de compétences entre la CCLPA et les communes membres pour 3 ans soit du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2019,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire pour la mise en œuvre de la présente délibération.

## **12) Renouvellement de la convention de mise à disposition de services dans le cadre d'un transfert de compétences conclue entre la CCLPA et les communes membres (2016/67)**

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que la convention de mise à disposition de services conclue entre la CCLPA et les communes membres, et ce conformément à l'article L 5211-4-2 du CGCT, qui s'effectue dans le cadre de compétences transférées (voirie) arrive à échéance au 31 décembre 2016.

Monsieur le Maire rappelle l'article 2 de ladite convention qui précise que « la présente convention est prévue pour une durée de 3 ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2016 inclus. Elle pourra être renouvelée par reconduction expresse ».

Pour cela, Monsieur le Maire propose d'approuver le renouvellement de la convention de mise à disposition de services dans le cadre de compétences transférées entre la CCLPA et les communes membres pour 3 ans soit du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2019.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- approuve le renouvellement de la convention de mise à disposition de services dans le cadre de compétences transférées entre la CCLPA et les communes membres pour 3 ans soit du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2019,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire pour la mise en œuvre de la présente délibération.

## **13) DM n°3 – Décisions modificatives (2016/68)**

M. le Maire informe à l'assemblée qu'il est nécessaire de prendre les décisions modificatives suivantes :

- annulation de la décision modificative n°3 de la délibération n°2016/49,
- intégration des subventions notifiées,
- ouverture de crédits pour les travaux d'extension du cabinet médical,
- travaux en régie.

INVESTISSEMENT			
Article - Opération	Objet	Dépenses	Recettes
IR – 1323 - 15014	Subv. Département chauffage école		+ 8 798 €
IR – 1323 – 16005	Subv. Département accessibilité mairie		+ 2 416 €
ID – 204164	Déplacement réseau AEP	+ 13 000 €	
ID – 020	Dépenses imprévues	- 6 786 €	
ID – 2313 – 16009	Extension du cabinet médical	+ 5 000 €	
TRAVAUX EN REGIE			
Article - Opération	Objet	Dépenses	Recettes

ID – 2313 – 040	Travaux en régie	15 000 €	
IR – 021	Vir. de la section de fonctionnement		15 000 €
FD – 023	Vir. à la section d'investissement	15 000 €	
FR – 722 – 042	Travaux en régie immob. corporelles		15 000 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve les virements de crédits indiqués dans le tableau ci-dessus.
- Autorise M. le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette décision.

#### 14) **Questions diverses**

##### **INICI**

L'association demande l'autorisation d'installer un diptyque sur le trottoir à l'angle de la rue Marguerite de Corneilhan et rue Jeanne d'Arc pour indiquer la Salle St Paulaise et les activités que l'association y propose.

Avis favorable à l'unanimité sous réserve que le diptyque soit enlevé à chaque fois et qu'il n'entrave pas l'accessibilité du trottoir.

##### **Assemblée générale de la Pétanque St Paulaise**

Les finances sont stabilisées. En 2017 le traditionnel concours du 15 août tombe le jour du marché, l'association va voir s'il est possible de décaler le jour du concours, sinon il sera étudié de décaler le marché au lundi 14 août.

##### **Rando Topo Téléthon**

M. le Maire donne lecture de la lettre de M. Alain Daydé, Président du Team Passsion et organisateur de la Rando Topo Téléthon, qui a dû annuler l'organisation de la 14<sup>ème</sup> édition prévue pour le Téléthon en raison de la réticence de M. le Maire de Guitalens-L'Albarède au passage des motos sur les chemins communaux et privés.

##### **Courrier M. Gaillard**

M. le Maire rappelle qu'un courrier de remerciement a été adressé à M. Rémi Gaillard pour l'aide apportée au repreneur de son cabinet dentaire, et fait part de la réponse adressée au Conseil municipal.

##### **CA Régie Municipale Electrique**

Plusieurs projets ont été évoqués pour 2017 : le remplacement des lampes du stade par des ampoules à LED, l'enfouissement des réseaux route de Damiatte.

Il a été proposé à M. Milon, propriétaire de la centrale hydroélectrique de se brancher sur le territoire de la Régie, s'il accepte cette proposition la Régie bénéficiera d'un apport financier supplémentaire conséquent.

Les projets de travaux sur la centrale de St Paul sont toujours d'actualité, M. Milon est dans l'attente de la décision du Tribunal administratif.

##### **Lagunage St Paul-Damiatte**

Il a été décidé avec la commune de Damiatte de réaliser les travaux d'entretien plus régulièrement, cela permettra d'éviter les difficultés rencontrées cette année lors de l'épandage des boues.

Les travaux à mettre en œuvre vont être listés et seront cadencés.

##### **Battue aux pigeons**

La battue aux pigeons a été reportée en raison de plaintes d'une association et dans l'attente de précisions sur la réglementation des services de l'Etat.

### **SIAEP Vielmur-St Paul**

M. le Maire rend compte de l'avancée des travaux d'interconnexion, le passage des tuyaux sous l'Agout est terminé ce jour.

### **CCLPA**

PLUi : les dates des premières réunions publiques ont été fixées, dont celle du jeudi 2 mars qui se déroulera à St Paul Cap de Joux.

Le cabinet ATU a rencontré l'ensemble des maires pour faire un point sur l'urbanisation de chaque commune.

Les agriculteurs sont également associés à la démarche, un questionnaire leur a été adressé.

Voirie : Michel Belaval informe que la CCLPA a réalisé un diagnostic de l'ensemble des ouvrages d'arts et les a classés de 1 à 10 en fonction de la priorité de travaux à effectuer. Sur la Commune, seul un ouvrage est classé 3/10, le pont de « Escalibert ».

Michel Belaval précise le montant des travaux réalisés en 2016 : 252 000 € par les entreprises, 453 000 € en régie et 41 000 € pour des particuliers.

### **Bureaux/Conseils de communauté :**

- M. Jean-Marc Pastor, Président de Trifyl, a présenté le projet de construction d'une usine d'incinération sur le site de Labessière-Candeil.
- La CCLPA vend 7000 tuiles canal à 0.25 € pièce. M. le Maire propose de les acheter pour la rénovation de la toiture des garages de l'ancienne gendarmerie. Accepté à l'unanimité.
- Un chargé de communication a été recruté en contrat CAE.
- Les prêts ont été renégociés ainsi que les contrats d'assurance, l'économie réalisée représente environ 170 000 € environ par an.

Matériel : Thierry Vialard fait part du projet d'acquisition d'un camion laveur de conteneurs. Concernant la grosse balayeuse d'autres communes sont intéressées pour l'utiliser (Laboutarié, Puylaurens, Sémalens).

Aquaval : Carole Puyelo indique que le bilan de l'été 2016 est satisfaisant, le complexe a accueilli plus de 1 000 entrées certains jours.

Petite enfance, Enfance, jeunesse : Danièle Landez informe que le taux de fréquentation sur les camps organisés durant les vacances scolaires a triplé.

Fin de séance.



**ANNEXE 1**



**CONVENTION**

**entre la Commune de SAINT PAUL CAP DE JOUX,**

**M. Alexandre MAISONNEUVE,**

**et M. Matthieu DUMAS**

**LES PARTIES PRENANTES**

**Entre les soussignés :**

**La Commune de Saint Paul Cap de Joux,**

Domiciliée 1 Place de l'Hôtel de Ville – 81220 SAINT PAUL CAP DE JOUX

Représentée par Monsieur Laurent Vandendriessche, Maire de Saint Paul Cap de Joux, agissant au nom et pour le compte de ladite commune, en exécution de la délibération du conseil municipal du **15 décembre 2016,**

**Ci-après dénommée la Commune, d'une part,**

**et**

**M. Alexandre MAISONNEUVE,** médecin généraliste,

Domicilié 5 avenue du Pont St Roch – 81500 LAVAU

Inscrit au tableau de l'ordre des Médecins du Nord sous le N°59/23605

**et**

**M. Matthieu DUMAS,** médecin généraliste,

Domicilié 15 rue raisin – 42000 SAINT ETIENNE

En cours d'inscription au tableau du Conseil départemental de la Loire de l'ordre des Médecins (Attestation du 05/12/2016)

**Ci-après dénommés les Médecins, d'autre part**

**Il est arrêté et convenu ce qui suit :**

**Article 1 : OBJET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir le dispositif d'aide à l'installation de médecins généralistes sur la commune de Saint Paul Cap de Joux.

La présente convention est établie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 dans l'attente de la signature d'un crédit-bail qui devra intervenir au plus tard le 31 mai 2017.

**Article 2 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE**

Pour faciliter l'installation partagée des Docteurs Maisonneuve Alexandre et Dumas Matthieu la Commune s'engage à mettre en œuvre la construction d'un local de 40 m<sup>2</sup> environ attenant au cabinet médical actuel.

..... / .....

**Article 3 : ENGAGEMENTS DES MEDECINS**

Afin de permettre cet investissement les Docteurs Maisonneuve Alexandre et Dumas Matthieu s'engagent à respecter les clauses proposées par la Commune qui figureront sur le crédit-bail qui sera signé devant notaire avant le 31 mai 2017.

**Article 4 : CONDITIONS FINANCIERES**

Le crédit-bail prévoira le versement d'un loyer mensuel de 880 € pendant 10 ans avec une période de gratuite de 30 mois.

Fait à Saint Paul Cap de Joux, en trois exemplaires originaux, le .....

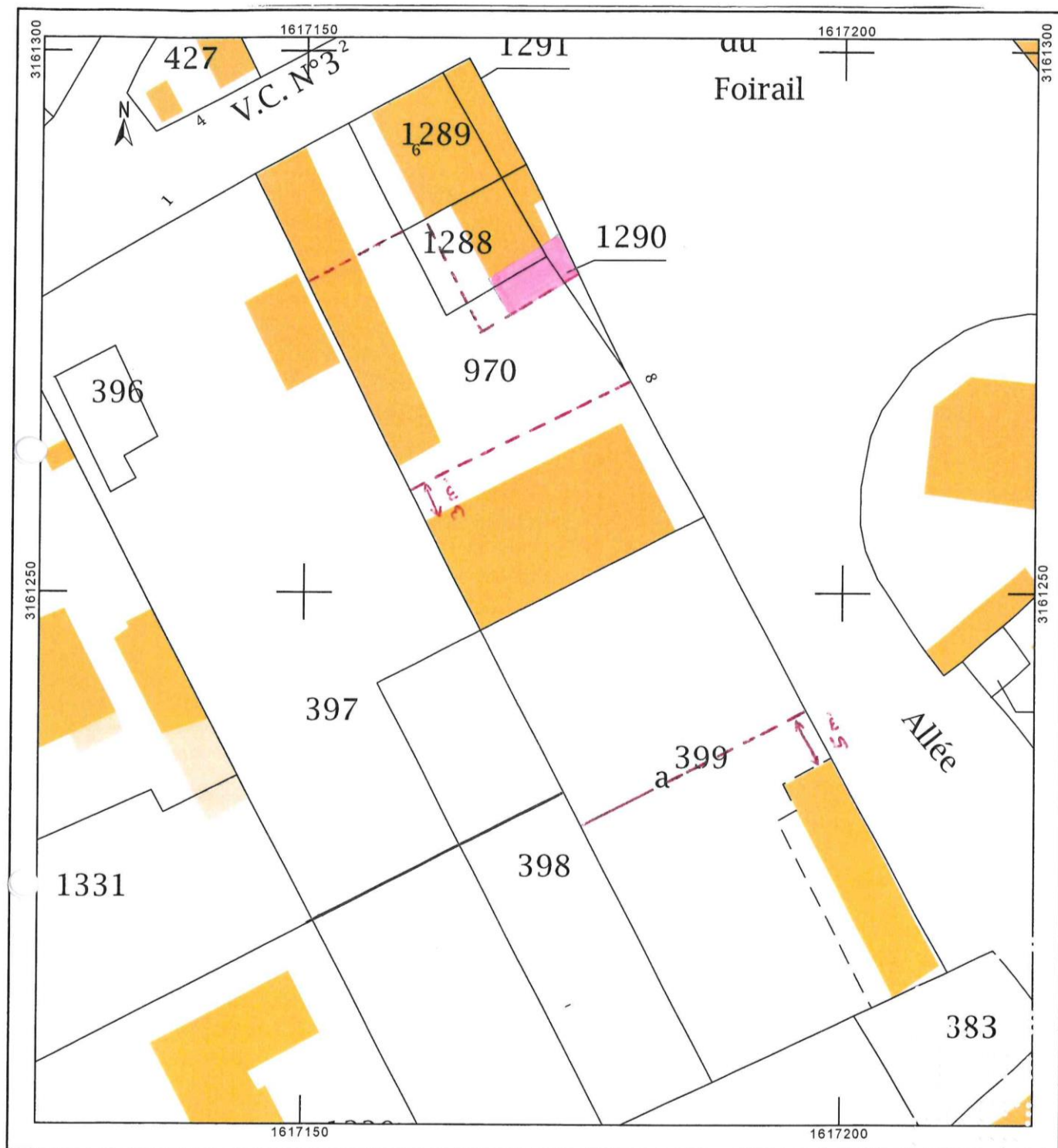
Pour la Commune,  
Le Maire,  
Laurent Vandendriessche

Les Médecins,  
Alexandre Maisonneuve

Matthieu Dumas

ANNEXE 2

..... / .....



## DEBIT

c/515

Collectivités	Population municipale au 31/12/2013	Cotisation/h habitant	Cotisation 2014 théorique	Poids par collectivité	A verser au titre de la dissolution
CCSA	Plafonné > 3000 hab		457,35	15,26%	889,58
ARFONS	180	0,153	27,54	0,92%	53,57
CAMBOUNET	855	0,153	130,82	4,36%	254,45
DOURGNE	1297	0,153	198,44	6,62%	385,98
DURFORT	263	0,153	40,24	1,34%	78,27
LESCOUT	612	0,153	93,64	3,12%	182,13
NAVES	695	0,153	106,34	3,55%	206,83
SAIX	Plafonné > 3000 hab		457,35	15,26%	889,58
SOREZE	2635	0,153	403,16	13,45%	784,17
SOUAL	2358	0,153	360,77	12,03%	701,74
ST AFFRIQUE	767	0,153	117,35	3,91%	228,26
ST PAUL CAP DE JOL	1078	0,153	164,93	5,50%	320,81
VERDALLE	939	0,153	143,67	4,79%	279,44
CAMMAZES	288	0,153	44,06	1,47%	85,71
ESCOUSSENS	642	0,153	98,23	3,28%	191,06
ENMDT	1924	0,08	153,92	5,13%	299,39
		TOTAL :	2 997,80	100,00%	5 830,97

\* ENMDT : nombre élèves

c/12

Collectivités			Montant à répartir	Poids par collectivité	A verser au titre de la dissolution
CCSA	Plafonné > 3000 hab		0,00	0,00%	0,00
		TOTAL :	0,00	0,00%	0,00

c/192

Collectivités			Montant à répartir	Poids par collectivité	A verser au titre de la dissolution
CCSA	Plafonné > 3000 hab		69 961,65	100,00%	69 961,65
		TOTAL :	69 961,65	100,00%	69 961,65

c/193

Collectivités			Montant à répartir	Poids par collectivité	A verser au titre de la dissolution
CCSA	Plafonné > 3000 hab		2 258,14	100,00%	2 258,14
		TOTAL :	2 258,14	100,00%	2 258,14



## CREDIT

**c/13258**

Collectivités	Population municipale au 31/12/2013	Cotisation/ha bitant	Cotisation 2014 théorique	Poids par collectivité	A verser au titre de la dissolution
CCSA	Plafonné > 3000 hab		457,35		3 557,04
ARFONS	180	0,153	27,54		53,57
CAMBOUNET	855	0,153	130,82		254,45
DOURGNE	1297	0,153	198,44		385,98
DURFORT	263	0,153	40,24		78,27
LESCOUT	612	0,153	93,64		182,13
NAVES	695	0,153	106,34		206,83
SAIX	Plafonné > 3000 hab		457,35		889,58
SOREZE	2635	0,153	403,16		784,17
SOUAL	2358	0,153	360,77		701,74
ST AFFRIQUE	767	0,153	117,35		228,26
ST PAUL CAP DE JO	1078	0,153	164,93		320,81
VERDALLE	939	0,153	143,67		279,44
CAMMAZES	288	0,153	44,06		85,71
ESCOUSSENS	642	0,153	98,23		191,06
ENMDT	1924	0,08	153,92		299,39
		<b>TOTAL :</b>	<b>2 997,80</b>	<b>0,00%</b>	<b>8 498,43</b>

**c/110**

Collectivités			Montant à répartir	Poids par collectivité	A verser au titre de la dissolution
CCSA	Plafonné > 3000 hab		2 052,07	100%	2 052,07
		<b>TOTAL :</b>	<b>2 052,07</b>	<b>100,00%</b>	<b>2 052,07</b>

**c/13248**

Collectivités			Montant à répartir	Poids par collectivité	A verser au titre de la dissolution
CCSA	Plafonné > 3000 hab		66 734,05	100,00%	66 734,05
		<b>TOTAL :</b>	<b>66 734,05</b>	<b>100,00%</b>	<b>66 734,05</b>

**c/1328**

Collectivités			Montant à répartir	Poids par collectivité	A verser au titre de la dissolution
CCSA	Plafonné > 3000 hab		450,03	100,00%	450,03
		<b>TOTAL :</b>	<b>450,03</b>	<b>100,00%</b>	<b>450,03</b>

**c/1341**

Collectivités			Montant à répartir	Poids par collectivité	A verser au titre de la dissolution
CCSA	Plafonné > 3000 hab		316,18	100,00%	316,18
		TOTAL :	316,18	100,00%	316,18

Pour extrait conforme,  
Le Président,

Jean-Paul CABROL

- Convention -  
**Contribution financière municipale annuelle**  
 Opération « École et Cinéma »



Département du Tarn Commune de : ..... Convention annuelle / Exercice budgétaire : [ ][ ][ ][ ] Pour l'année scolaire : [ ][ ][ ][ ] / [ ][ ][ ][ ]
--

Entre les soussignés

La commune de : .....  
 représentée par : Mme / M. ....  
 en sa qualité de : *Maire / Maire adjoint / chargé/e de l'éducation / chargé/e de l'action culturelle...*  
 agissant au nom et pour le compte de ladite commune  
 et en exécution de la délibération du conseil municipal en date du : .....  
 - *extrait annexé à la présente* -  
 ci-après désigné par les termes « la Commune »,

d'une part

et

L'association Média-Tarn  
 représentée par M. Jean-Paul BARRIERE  
 en sa qualité de Président de Média-Tarn  
 association loi 1901 déclarée le 5 juillet 1983 à la Préfecture du Tarn [ W811000421 ]  
 parue au Journal Officiel de la République n° 165 des 18 et 19 juillet 1983  
 et ayant son siège social au 1 rue de l'École Normale à Albi, Tarn  
 n° de SIRET : 328 813 506 00016 – APE 9499Z  
 agissant au nom et pour le compte de ladite association  
 ci-après désignée par les termes « Média-Tarn »,

d'autre part

« la Commune » et « Média-Tarn » étant communément dénommés « les Parties ».

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Dans le cadre de la *politique commune d'éducation artistique et culturelle au cinéma conduite au profit du jeune public*, politique initiée par les Ministères de la Culture et de l'Éducation Nationale, le Département du Tarn, la Direction régionale de l'action culturelle LRMP et la Direction des services départementaux de l'Éducation Nationale ont chargé, par convention triennale, la structure culturelle Média-Tarn de la coordination générale de l'action « *Plan Ciné-Tarn* » déclinée en différentes opérations départementales dont celle dite « École et Cinéma ».

Les dispositions de la Loi NOTRe du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République, modifient les compétences des départements en matière de culture désormais partagées entre les communes, les départements et les régions.

C'est à ce titre que la présente convention vient fixer les modalités de mise en œuvre d'une *Contribution financière municipale annuelle* visant à assurer une participation financière des communes aux coûts de gestion et d'organisation de l'opération « École et Cinéma » coordonnée par la structure Média-Tarn.

Cette convention participe donc exclusivement de la coordination départementale assurée par Média-Tarn selon les principes organisationnels définis par les instances nationales et précisés dans la *Fiche descriptive* jointe en annexe à la présente convention.

Il est rappelé ici qu'il est fait obligation aux maîtres des classes volontaires engagées dans l'opération « École et Cinéma », outre de participer à l'ensemble du dispositif pédagogique et culturel dans ces différentes expressions, d'assister obligatoirement avec leurs élèves aux trois projections réparties trimestriellement au cours de l'année scolaire dans la salle de cinéma partenaire la plus proche de leur école, comme le *Cahier des charges* « École et Cinéma » le stipule. Il est précisé ici qu'il ne peut être dérogé à ce principe sans s'exclure *de facto* du dispositif institutionnel « École et Cinéma ».

Il est convenu ce qui suit :

- Article 1 - Objet

La présente convention définit l'engagement de la Commune à participer aux coûts de gestion et d'organisation de l'opération « École et Cinéma » engagés par Média-Tarn, opération mise en œuvre au profit des élèves de /ou/ des écoles de la Commune.

- Article 2 - Contribution financière municipale annuelle

Cet engagement de la Commune se traduit par le versement à Média-Tarn d'une *Contribution financière municipale annuelle* fixée à : 1,50 € par/élève et par/an.

Elle est établie sur la base du nombre d'élèves inscrits à l'opération « École et Cinéma » par l'équipe éducative de /ou/ des écoles de la Commune.

Il appartient donc à chaque directeur d'avoir informé préalablement la Mairie dont l'école dépend de sa volonté à participer au dispositif « École et Cinéma » et, selon accord, d'avoir communiqué le nombre d'élèves inscrits, un double de la *Fiche d'inscription définitive* transmise à Média-Tarn faisant foi, soit : [ ] élèves.

Cette *Contribution financière municipale annuelle* fera l'objet d'une délibération en Conseil municipal dont copie de l'extrait du registre afférent sera annexée à la présente convention.

- Article 3 - Durée

La présente convention a une durée d'un an.

Elle est établie pour l'année scolaire [ ] / [ ] et s'applique en termes de gestion comptable à l'exercice financier [ ].

Le conventionnement annuel des Parties ne fera l'objet d'une démarche de renouvellement qu'à la condition qu'une demande de réinscription à l'opération ait été, d'une part, engagée par l'équipe



éducative de /ou/ des écoles de la commune et d'autre part, qu'une *Fiche d'inscription définitive* soit effectivement parvenue dans les délais à la coordination départementale Média-Tarn.

#### - Article 4 - Calendrier

La démarche conventionnelle, cherchant à s'accorder avec le déroulement du dispositif d'ores et déjà mis à l'épreuve (calendrier organisationnel précisé dans la *Fiche descriptive* jointe en annexe à la présente convention), adoptera le calendrier suivant et ses principes :

Mai	- <i>Information institutionnelle conjointe</i> des Mairies et des écoles de la relance du dispositif « École et Cinéma » pour l'année scolaire millésimée à venir.
Juin <sup>n</sup>	- <i>Prise de contacts</i> entre les Mairies et les écoles validant leur participation. - <i>Inscription de principe</i> des classes afin de prendre rang auprès de Média-Tarn.
Juillet <sup>n</sup>	- <i>Préfiguration de l'opération</i> à venir (effectifs, films programmés, documentation...) sur la base des préinscriptions parvenues à Média-Tarn.
Sept.	- <i>Inscription définitive</i> auprès de Média-Tarn des maîtres, des classes et des effectifs précis des élèves des écoles lors de la rentrée des classes.
Sept.Oct.	- <i>Délibération</i> en Conseil municipal fixant la <i>Contribution financière municipale annuelle</i> attribuée à Média-Tarn sur la base du nombre d'élèves inscrits à l'opération.
Oct./Nov.	- <i>Conventionnement Mairie / Média-Tarn</i> sur la base des effectifs inscrits et communiqués à la suite de la rentrée des classes.
Janv.Juin <sup>n1</sup>	- Versement par les Mairies de la <i>Contribution financière municipale annuelle</i> au profit de la structure coordinatrice Média-Tarn. - Relevé et communication d'un État récapitulatif du nombre d'élèves de /ou/ des écoles à avoir réellement participé aux séances des trois films programmés.
Juin/Juil. <sup>n1</sup>	- <i>Régularisation et compensation financière différée</i> au titre de l'opération « École et Cinéma » millésimée à venir.

#### - Article 5 - Versement

Le versement de cette *Contribution financière municipale annuelle* sera effectué par la Commune au bénéfice exclusif de Média-Tarn après signature de la présente convention par les Parties.

Ce versement interviendra au cours du premier semestre de l'année civile et en tous cas au plus tard en juin de l'année scolaire en cours (millésime de l'opération « École et Cinéma »).

– Informations bancaires – Pour mémoire – RIB original joint à la présente convention

RIB				
Etablissement	Code Guichet	N° Compte	Clé RIB	Domiciliation
20041	01016	0388647J037	57	Toulouse Centre financier 7 rue Jean Palaprat 31900 Toulouse Cedex 9
IBAN				BIC
FR18   2004   1010   1603   8864   7J03   757				PSSTFRPPTOU

#### - Article 6 - État récapitulatif et compensation différée

À l'issue de l'année scolaire, un *État récapitulatif* du nombre réel d'élèves de /ou/ des écoles de la Commune ayant participé à l'opération « École et Cinéma » sera réalisé par Média-Tarn, et ce sur la base des *Bordereaux de déclaration de séance* conjointement établis à l'occasion de chaque séance par l'exploitant du cinéma et l'enseignant accompagnateur de la /ou/ des classes.

Cet État récapitulatif, comparatif "effectif inscrit" / "effectif réel", sera produit par Média-Tarn et communiqué aux mairies.

Selon le différentiel relevé, il sera procédé à une compensation au titre de l'année scolaire millésimée à venir, qui modifiera – négativement ou positivement – sur la base des 1,50 € /par élève, la *Contribution financière municipale annuelle* à devoir.

- Article 8 - Comptabilité

Média-Tarn certifie avoir adopté un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation, certifie tenir une comptabilité conforme aux règles définies par le *Plan comptable des associations* et certifie respecter la législation fiscale et sociale en vigueur propre à son activité.

Par ailleurs, Média-Tarn certifie missionner un *Commissaire aux comptes* auprès du tribunal de Toulouse chargé de contrôler, vérifier et apprécier ses comptes annuels et qu'un *Rapport annuel de commissariat aux comptes* vient certifier.

- Article 9 - Contrôle financier

Sur simple demande de la Commune, après approbation de son Assemblée Générale, Média-Tarn devra communiquer ce *Rapport annuel de commissariat aux comptes* relatif à la période couverte par la convention, comportant notamment les Bilan, Compte de résultat et Annexes dûment certifiés aux fins de vérification par la personne habilitée par la commune.

- Article 10 - Litige

En cas de contestation visant l'interprétation ou l'application de la présente convention, les Parties s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à tenter de régler leur différend par voie de conciliation.

Si dans le délai d'un mois à compter de l'envoi, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'une des deux Parties des motifs de la contestation aucun accord n'est trouvé, les Parties ont la faculté de saisir le tribunal territorialement compétent de l'objet de leur litige.

- Article 11 - Résiliation

Si pour une cause quelconque la présente convention n'est pas appliquée ou ne peut s'appliquer dans les termes convenus, les Parties se réservent la possibilité de dénoncer communément, le cas échéant unilatéralement, la présente convention sans préavis ni indemnité.

Il sera alors formellement fait constat de la rupture conventionnelle tandis que l'ensemble des partenaires impliqués (DRAC, DSDEN, CD81, école/s, exploitation cinématographique) seront informés par courriel de la suspension du dispositif « École et Cinéma » au profit de l'école /ou/ des écoles impliquées.

Fait à : ..... le : .....  
en 2 exemplaires.

Pour la Commune de .....  
Le maire  
Mme, M. ....  
Signature

Pour Média-Tarn  
Le président  
Jean-Paul BARRIERE  
Signature

